



RÉGION ACADÉMIQUE ÎLE-DE-FRANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MARCHÉ PUBLIC

En application des dispositions du code de la commande publique en vigueur au moment de la publication de l'avis du présent marché

Région académique
Île-de-France
Service Régional des Achats

Cahier des clauses particulières

Appel d'offres ouvert

OBJET DE LA CONSULTATION :

LE PRESENT MARCHE A POUR OBJET :

Fourniture d'ouvrages scolaires, non scolaires et jeux éducatifs pour les académies de Créteil et Versailles.

Numéro de référence du marché : OUVRAGES_CRETEIL_VERSAILLES_2025

Sommaire

| | | |
|--------|--|----|
| 1. | Préambule | 4 |
| 2. | Objet du marché..... | 4 |
| 3. | Périmètre d'exécution du marché..... | 4 |
| 4. | Forme et montant du marché | 4 |
| 5. | Durée du marché..... | 5 |
| 6. | Allotissement..... | 5 |
| 7. | Documents contractuels | 5 |
| 8. | Clause sociale de formation sous statut scolaire | 6 |
| 9. | Clause(s) environnementale(s)..... | 8 |
| 9.1 | Communication du BEGES et plan de transition associé | 8 |
| 9.2 | Modalités de déclaration des achats issus du réemploi et du recyclage..... | 8 |
| 10. | Description des prestations..... | 8 |
| 11.1 | Obligations du titulaire..... | 10 |
| 11.1.1 | Obligations d'information | 10 |
| 11.1.2 | Obligations de résultat | 10 |
| 11.1.3 | Obligation de mise à disposition d'un interlocuteur dédié | 10 |
| 11.1.4 | Obligation de confidentialité..... | 10 |
| 11.2 | Obligations de la région académique d'Île-de-France..... | 11 |
| 12. | Suivi du marché | 11 |
| 13. | Pénalités | 11 |
| 13.1 | Pénalités pour non-réponse aux sollicitations | 11 |
| 13.2 | Pénalités pour retard de livraison | 11 |
| 13.3 | Pénalités pour non-respect de la clause sociale | 12 |
| 13.4 | Pénalités pour non-respect de la clause environnementale..... | 12 |
| 13.4.1 | Pénalités pour non communication du BEGES..... | 12 |
| 13.4.2 | Pénalités pour non communication des informations relatives aux achats issus du réemploi et du recyclage | 12 |
| 13.5 | Pénalités en cas de sous-traitance non déclarée | 12 |
| 14. | Modalité de commande | 12 |
| 15. | Délais | 14 |
| 16. | Livraison..... | 14 |
| 17. | Prix et facturation..... | 15 |
| 17.1 | Forme du prix | 15 |
| 17.2 | Modalités de révision des prix | 16 |
| 17.3 | Facturation | 16 |

| | | |
|------|---|----|
| 17.4 | Modalités de règlement | 16 |
| 17.5 | Clause de sauvegarde | 17 |
| 18. | Avance | 17 |
| 18.1 | Dispositions générales..... | 17 |
| 18.2 | Les accords-cadres à bons de commande | 17 |
| 19. | Délais de paiement et intérêts moratoires | 18 |
| 20. | Sous-traitance..... | 18 |
| 21. | Opérations de vérifications | 19 |
| 22. | Admission | 19 |
| 23. | Documents à fournir pendant le marché | 19 |
| 24. | Cession du marché | 20 |
| 25. | Marchés de prestations similaires..... | 20 |
| 26. | Clause de réexamen | 20 |
| 27. | Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles..... | 20 |
| 28. | Garanties | 20 |
| 29. | Résiliation | 20 |
| 29.1 | Résiliation pour motifs d'intérêt général | 20 |
| 29.2 | Résiliation pour faute | 20 |
| 29.3 | Résiliation pour événements liés au marché | 21 |
| 29.4 | Résiliation de plein droit | 21 |
| 30. | Exécution aux frais et risques du titulaire | 21 |
| 31. | Différends et litiges | 21 |
| 32. | Dérogations aux documents généraux..... | 22 |

1. Préambule

La région académique d'Île-de-France comprend les académies de Paris, Créteil et Versailles.

Désignation :

La région académique d'Île-de-France est désignée en qualité de représentant du pouvoir adjudicateur ;

Les académies de Créteil et de Versailles sont désignées dans le présent CCP sous l'appellation « personne publique » ou « service émetteur ».

Le représentant de la personne publique pour l'exécution des prestations objet du présent contrat est chaque chef de division ou de service qui passe commande et est désigné sous l'appellation « service prescripteur » ou « service émetteur ».

La société retenue est désignée dans le présent CCP sous l'appellation « titulaire » ;

Le service régional des achats de la région académique d'Île-de-France est désigné dans le présent CCP sous l'appellation « SRA ».

2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture d'ouvrages scolaires, non scolaires sous format imprimés et jeux éducatifs pour les académies de Créteil et de Versailles. Ces ouvrages sont commandés dans le cadre de la formation des personnels, le pilotage, l'encadrement pédagogique, les fonctions de support administratif ainsi que pour l'apprentissage des élèves et la formation des enseignants des établissements du 1er et 2nd degré.

3. Périmètre d'exécution du marché

Le périmètre d'exécution du présent accord-cadre est le suivant :

- Les établissements scolaires du 1er et du 2nd degré des académies de Créteil et Versailles ;
- Les différents services des rectorats des académies de Créteil et Versailles ;
- Les CIO des académies de Créteil et Versailles ;
- Les circonscriptions du 1er degré ;
- Les DSDEN des académies de Créteil et Versailles.

Cette liste n'est pas exhaustive. Tout autre service ou établissement appartenant aux académies de Créteil et Versailles est autorisé à passer des commandes dans le cadre de ce marché pour les types d'ouvrages définis ci-après.

4. Forme et montant du marché

Le présent marché est un accord-cadre au sens de l'article L2125-1 1° du code de la commande publique.

Le présent accord-cadre sera exécuté par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 600 000 € HT pour sa durée totale.

Le montant estimatif pour la durée totale du marché s'élève à 300 000 € HT.

5. Durée du marché

Le présent marché est conclu à compter de sa notification pour une période de 12 mois. Il est ensuite renouvelable 3 fois un an, par reconduction tacite. La durée totale du marché ne pourra excéder 48 mois. Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

La région académique d'Île-de-France se réserve le droit de notifier au titulaire sa décision de ne pas reconduire le marché par toute forme qui permette d'attester de la date et de l'heure de sa réception.

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin de l'exécution de la période en cours et au-delà, pour les obligations afférentes à la confidentialité.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et pourront produire leurs effets pour une durée de six (6) mois au-delà de cette échéance.

6. Allotissement

Le présent marché est alloti comme suit :

7. Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement du marché (ATTRI1) ;
- L'annexe financière à l'acte d'engagement (AF) ;
- Le présent Cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cadre de réponse remis par le titulaire au moment du dépôt de son offre ;
- En cas de sous-traitance, les actes spéciaux de sous-traitance dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de la région académique d'Île-de-France font seules foi.

Le CCAG-FCS est réputé parfaitement connu des parties.

Le CCAG-FCS est consultable [ici](#).

Portée des pièces du marché :

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Toutes clauses formulées dans les conditions générales de vente du titulaire contraires aux dispositions du marché ne sont pas opposables au service régional des achats de la région académique d'Île-de-France (SRA).

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché sans accord préalable et express du service régional des achats de la région académique d'Île-de-France.

8. Clause sociale de formation sous statut scolaire

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs élèves de 16 à 25 ans suivi(s) par un référent de l'Éducation nationale :

- soit en situation de décrochage scolaire (article L.122-2 du code de l'éducation) ;
- soit soumis à l'obligation de formation (article L.114-1 et R.114-1 du code de l'éducation)

En cas de réalisation du stage en dehors du territoire national, cette action bénéficie :

- soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire français et suivi par un référent de l'Éducation nationale (articles L.124-19 et L.124-20 du code de l'éducation) ;
- soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire étranger et suivi par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs.

En tant que condition d'exécution du présent marché prenant en compte des considérations sociales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, la clause sociale de formation sous statut scolaire doit être liée à l'objet du marché. Les activités proposées par le titulaire dans la « fiche entreprise » doivent impérativement respecter cette exigence.

Le volume horaire minimal exigé est de **150 heures** à réaliser pendant la période ferme du marché ou sur une période de reconduction. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

A l'initiative de l'acteur de l'Éducation nationale, le nombre d'heures de clause sociale de formation sous statut scolaire prévu au présent marché peut être divisé pour donner lieu à plusieurs stages au bénéfice de plusieurs élèves à besoins spécifiques.

Encadrement de l'élève :

Dans le cadre de la clause sociale de formation sous statut scolaire, l'élève bénéficiaire est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, la Mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS) ou l'établissement scolaire de rattachement et l'élève (ou son représentant légal).

Le titulaire du marché reçoit l'élève dans ses locaux, et désigne à cet effet un « référent entreprise » qui accompagne l'élève dans les tâches qui lui sont confiées. Le titulaire désigne un responsable des ressources humaines (RRH), qui est l'interlocuteur privilégié du représentant du pouvoir adjudicateur.

L'élève est aussi accompagné par un « référent de l'Éducation nationale » (enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositif relais). Si le jeune bénéficiaire est accompagné par la MLDS, c'est un tuteur pédagogique qui est désigné.

Le référent entreprise et le référent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique sont en relation directe.

Dans les conditions de l'article L. 124-6 du code de l'éducation, une gratification doit être versée au stagiaire (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

À tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par le marché.

Étapes de mise en œuvre du stage :

Lors de la réunion de lancement du marché, la clause sociale de formation sous statut scolaire est abordée (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, à l'initiative du référent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique, dès qu'un élève est présenté au titulaire. La présence du

réfèrent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » - qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction de l'élève proposé par le réfèrent de l'Éducation nationale. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise au représentant du pouvoir adjudicateur par le titulaire.

Le titulaire transmet également au représentant du pouvoir adjudicateur la convention de stage tripartite signée.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer le représentant du pouvoir adjudicateur et le réfèrent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique. Dans ce cas, l'académie et le réfèrent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

En application de l'article L.2194-1 1° du code de la commande publique, les conditions de mise en œuvre de la clause sociale de formation sous statut scolaire pourront être revues par les parties au contrat. Les nouvelles modalités sont décidées conjointement par l'entreprise et le réfèrent de l'Éducation nationale, puis validées par le représentant du pouvoir adjudicateur. Ces adaptations doivent être prises en compte dans la convention de stage, par avenant le cas échéant (article D. 124-4 du code de l'éducation).

S'il le souhaite, le titulaire peut prolonger la période en entreprise, en accord avec le bénéficiaire de la clause sociale et du réfèrent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique. Toutefois la durée totale du stage ne peut excéder six (6) mois.

A l'issue du stage, le réfèrent entreprise et le réfèrent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique rédigent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale de formation sous statut scolaire et attestant de sa bonne exécution par le Titulaire. Ce bilan est transmis au représentant du pouvoir adjudicateur, accompagné de l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées.

L'élève bénéficiaire peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle). Le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne de l'élève bénéficiaire.

Contrôle et évaluation de l'action de formation :

Pendant et à l'issue du stage, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec l'élève bénéficiaire, et à transmettre au représentant du pouvoir adjudicateur et au réfèrent de l'Éducation nationale les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande du représentant du pouvoir adjudicateur ou du réfèrent de l'Éducation nationale relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution au représentant du pouvoir adjudicateur :

- La « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- La convention de stage tripartite ;
- L'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées ;
- Le bilan croisé.

Si l'Éducation nationale n'a pas présenté d'élève au titulaire, ce dernier doit en informer le représentant du pouvoir adjudicateur au terme de la période ferme ou de reconduction du marché. Aucune pénalité pour inexécution des heures de formation prévues par le marché ne pourra être infligée au titulaire pour ce motif.

En cas de demande du représentant du pouvoir adjudicateur, toute transmission de document lié à la clause sociale de formation est réalisée dans les dix (10) jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

9. Clause(s) environnementale(s)

9.1 Communication du BEGES et plan de transition associé

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer au représentant du pouvoir adjudicateur leur BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent au représentant du pouvoir adjudicateur le lien internet permettant l'accès à ce document.

Cette clause est applicable uniquement pour les entreprises employant 500 salariés ou plus.

9.2 Modalités de déclaration des achats issus du réemploi et du recyclage.

Pour toutes les catégories de produits prévues en annexe du [décret n°2024-134 du 21 février 2024](#) relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées et à l'interdiction d'acquisition par l'Etat de produits en plastique à usage unique, le titulaire du marché devra, à la demande du pouvoir adjudicateur communiquer les informations suivantes pour chaque année d'exécution :

- Montant HT des produits concernés ;
- Montant HT des produits issus du réemploi ou de la réutilisation ;
- Montant HT des produits issus du don comptabilisé monétairement ;
- Montant HT des produits intégrant des matières recyclées

Cette clause est applicable dès lors que les produits visés dans l'annexe du décret n°2024-134 du 21 février 2024 entrent dans le champ des prestations couvertes par le présent marché.

10. Description des prestations

Le présent marché concerne la fourniture d'ouvrages scolaires et non scolaires sous format imprimés pour les académies de Créteil et de Versailles.

Les principaux services prescripteurs sont les suivants :

- Les élèves des conseillers pédagogiques de circonscription du 1er et 2nd degré ;
- Les enseignants du 1er et 2nd degré ;

- Les DSDEN des académies de Créteil et de Versailles ;
- Les conseillers pédagogiques départementaux (Sciences, EPS, Arts, Langues vivantes...) ;
- Les responsables de GT (IEN) ;
- Les services infirmiers et service sociaux ;
- Les psychologues des académies de Créteil et Versailles ;
- Les EAFC des académies de Créteil et Versailles ;
- Les directeurs référents...

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les besoins des services prescripteurs portent essentiellement sur les types d'ouvrages suivants, à savoir :

Ouvrages non scolaires à destination de la formation des personnels, le pilotage et encadrement pédagogique et fonctions de support administratif.

- Livres de psychologie, formation psychologue, orientation, découvertes des métiers, formation de formateurs, etc.

Et accessoirement, des ouvrages répondant aux besoins des services et portant notamment sur les disciplines suivantes :

- Droit, finances, santé, préparation concours administratifs, codes juridiques, etc.

Ouvrages scolaires et non scolaires pour l'apprentissage des élèves et la formation des enseignants des établissements du 1er et 2nd degré.

- Guides du maître, guides pratiques, ouvrages théoriques sur les méthodes d'apprentissages, ouvrages théoriques sur la gestion de la classe et des espaces....
- Manuels scolaires ;
- Ouvrages avec documents multimédia scolaires ;
- Ouvrages avec documents multimédia non-scolaires ;
- Jeux éducatifs proposés par des éditeurs de livres ;
- Neurosciences, psychologie cognitive, enseigner autrement (faire classe dehors, école inclusive...) éducation sexuelle (service infirmier, ASH), lutte contre le harcèlement, gestion des élèves à besoins particuliers ;
- Livres d'auteurs des références en didactique des disciplines ;
- Albums de jeunesse en français et langues étrangères (anglais), contes, documentaires, thématiques diverses (émotions, sciences, histoire, ...), romans ;
- Ouvrages de chercheurs ;
- Littérature jeunesse générale, livres documentaires, BD, BD historiques, mangas, recueil de poème, livres d'art, pièces de théâtre, abécédaires ;
- Livres à thématiques : réseau de lecture autour d'un auteur, d'un script, etc. ;
- Ouvrages adaptés pour tous les élèves en situation de handicap en fonction de leurs besoins
- Livres en grands formats pour lectures collectives ;
- Etc.

Ces listes sont des listes non-exhaustives. Les services prescripteurs sont en droit de commander tout type d'ouvrages qui ne seraient pas mentionnés dans les listes ci-dessus mais qui restent en accord avec l'objet du marché ainsi que l'annexe financière.

Tous les ouvrages fournis par le titulaire doivent être neufs et non d'occasions.

Sont considérés comme livres scolaires, au sens du décret du 31 août 2004 modifiant le décret du 8 août 1985, à la suite de la Loi du 18 juin 2003 modifiant le code de la propriété intellectuelle les livres suivants : « les manuels et leur mode d'emploi, ainsi que les cahiers d'exercices et de travaux pratiques

qui les complètent ou les ensembles de fiches qui s'y substituent, régulièrement utilisés dans le cadre de l'enseignement primaire, secondaire et préparatoire aux grandes écoles, ainsi que des formations au brevet de technicien supérieur, et conçus pour répondre à un programme préalablement défini ou agréé par les ministres concernés ».

Dans le cadre de la fourniture, le titulaire doit assurer :

- La réception et le traitement des bons de commandes envoyés par les services émetteurs ;
- L'approvisionnement des émetteurs de bons de commandes ;
- Le stockage et la manutention des colis ;
- L'expédition et le transport des colis ;
- La fourniture, la mise à disposition des ouvrages commandés ;
- La livraison complète franco de port des colis au point de pose ;
- La gestion de la reprise et/ou de l'échange des produits non conformes ou abimés ;
- La gestion du remplacement des produits manquants ;
- L'assistance commerciale aux services émetteurs par la mise à disposition d'un service clientèle.

11. Obligations du titulaire et de la région académique d'Île-de-France

11.1 Obligations du titulaire

11.1.1 Obligations d'information

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à la région académique d'Île-de-France. En cas de manquement, la région académique d'Île-de-France ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, notamment des retards de paiement.

11.1.2 Obligations de résultat

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du présent marché.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent accord-cadre.

11.1.3 Obligation de mise à disposition d'un interlocuteur dédié

Le titulaire est tenu de mettre à disposition un interlocuteur dédié dans le cadre de l'exécution des prestations du marché. Cet interlocuteur devra pouvoir renseigner les services prescripteurs sur les questions concernant les demandes de délais, les éventuelles réclamations, le suivi de livraison, les demandes de disponibilités produits et tout autre sujet concernant l'objet du marché. Cet interlocuteur devra particulièrement se montrer disponible pour toute question concernant la facturation notamment en période de fin de gestion.

11.1.4 Obligation de confidentialité

Dans les conditions prévues à l'article 5 du CCAG-FCS, chacune des parties s'engage à ce que les informations divulguées dans le cadre de l'exécution des prestations soient conservées de manière

strictement confidentielle et ne soient en aucune manière diffusées à des tiers. Cette obligation de confidentialité est illimitée dans le temps.

11.2 Obligations de la région académique d'Île-de-France

La région académique d'Île-de-France s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées

12. Suivi du marché

Une réunion de bilan sur l'exécution du marché sera organisée à minima une fois par an en présence du titulaire, du SRA et des services prescripteurs souhaitant y participer.

Ces réunions pourront être organisées à la demande de la région académique d'Île-de-France ou du titulaire.

Le titulaire devra être en mesure de fournir les informations et documentations demandées dans le cadre de l'exécution de ce marché.

13. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités de retard ne pourra excéder plus de vingt pour cent (20 %) du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas mille euros (1000 €) HT pour l'ensemble du marché.

Les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur envisage d'appliquer des pénalités, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de sept (7) jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées.

Le titulaire dispose d'un délai de sept (7) jours pour contester par voie électronique les pénalités auprès du SRA : sra@region-academique-idf.fr.

En l'absence de justifications exonérant le titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur applique les pénalités.

13.1 Pénalités pour non-réponse aux sollicitations

En cas de non-réponse du titulaire aux sollicitations formulées par le service émetteur dans un délai de 7 jours ouvrés, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de cent euros (100 €) HT

13.2 Pénalités pour retard de livraison

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G., le titulaire subira, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50 euros HT par jour ouvré de retard, calculée à compter de la date de livraison initialement prévue, en l'absence de mise à jour formelle du délai par le fournisseur.

Si le retard dépasse quinze (15) jours ouvrés et qu'aucun justificatif n'est fourni par le titulaire, la personne publique se réserve le droit d'annuler la commande sans frais et de recourir à un autre fournisseur pour l'exécution des prestations.

13.3 Pénalités pour non-respect de la clause sociale

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable dans le cadre de l'application de la clause sociale de formation sous statut scolaire prévue à l'article 8.2 du CCP les pénalités suivantes :

- Cinq cents euros (500 €) si l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise » pour appliquer la clause sociale est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale ;
- Cinquante (50 €) par jour ouvré de retard en cas de non transmission des justificatifs, attestations ou bilans demandés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou la MLDS dans le cadre de l'évaluation du dispositif social mis en œuvre par le titulaire ;
- une pénalité égale au nombre d'heures prévues par le marché et non réalisées, multiplié par 4 et multiplié par le plafond horaire de la sécurité sociale brut en cas de non-respect des obligations relatives au volume horaire minimum exigé dans le CCP.

Dans le cas où la clause sociale serait impossible à mettre en œuvre notamment en raison de l'absence de bénéficiaire, aucune pénalité ne sera appliquée au titulaire.

13.4 Pénalités pour non-respect de la clause environnementale

13.4.1 Pénalités pour non communication du BEGES

Le titulaire encourt, dans le cadre de l'application de la clause environnementale relative à la communication du BEGES prévue à l'article 9.1 du présent CCP une pénalité forfaitaire d'un montant de cinq cents euros (500€) en cas de non communication du BEGES.

13.4.2 Pénalités pour non communication des informations relatives aux achats issus du réemploi et du recyclage

Le titulaire encourt, dans le cadre de l'application de la clause environnementale relative à la communication des montants relatifs aux produits issus du réemploi et du recyclage prévu à l'article 9.2 du présent CCP une pénalité forfaitaire de cinq cents euros (500€) en cas de non communications des informations relatives au montant des produits issus du réemploi et du recyclage.

13.5 Pénalités en cas de sous-traitance non déclarée

Toute sous-traitance doit être déclarée et acceptée par l'acheteur avant le début des prestations concernées.

En cas de recours à un sous-traitant non déclaré ou non agréé, le titulaire encourt une pénalité de 150 € HT par jour d'intervention du sous-traitant, à compter du début de son exécution.

Cette pénalité s'applique sans préjudice du refus de paiement direct au sous-traitant, et des autres sanctions prévues au marché, y compris une éventuelle résiliation.

14. Modalité de commande

Il est précisé sur chaque bon de commande les renseignements suivants :

- le numéro de l'EJ ;
- la référence du marché ;
- le délai de mise en œuvre de la prestation ;
- le contact du service facturier du titulaire ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le montant H.T. et T.T.C. de chaque prestation
- la dénomination du service émetteur ;

- l'adresse de livraison souhaitée ;
- la désignation précise et détaillée des fournitures à livrer ;
- le détail des quantités, prix unitaires éditeurs, montant de la commande HT ;
- taux et montant de la remise consentie ;

Les bons de commande sont établis sur la base des tarifs éditeurs, des quantités commandées, des remises accordées et du régime fiscal en vigueur.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et pourront produire leurs effets au-delà de cette période de validité pour une durée de six (6) mois.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, l'absence de réserve émise par le titulaire dans les deux (2) jours suivant la réception du bon de commande concerné vaut acceptation sans réserve des conditions qui y sont mentionnées.

A réception du bon de commande, le titulaire convient d'adresser au service émetteur un récépissé de commande qui comportera les mentions suivantes :

- livre disponible ;
- livre épuisé chez l'éditeur ;
- livre pas encore publié ;
- livre en réimpression dans le délai de ... ;
- livre en cours d'édition : date d'édition prévisible ;
- livre manquant ;
- livre en réassort ;
- livre en réédition ;
- autre (à préciser).

Le titulaire adresse ce récépissé au service émetteur dans un délai de 3 jours ouvrés maximum à compter de la date de réception de la commande.

Ce récépissé devra être adressé par courrier électronique au service émetteur du bon de commande.

Les services émetteurs ont la possibilité d'annuler des lignes de commandes en cours dans les cas suivants :

- Cas 1 : une ou des lignes souhaitées par le service émetteur ne sont pas disponibles ou possèdent un délai ne permettant pas au service émetteur de couvrir son besoin dans les temps. Ce dernier se réserve le droit d'annuler ses lignes de commande par un ordre d'annulation qui n'emporte pas de droit à indemnisation du titulaire. Cela équivaut également concernant les reliquats en période de fin de gestion comptable, le service émetteur du bon de commande a la possibilité d'annuler les reliquats de commande ne pouvant être livrés sur l'année comptable en cours.
- Cas 2 : Pour les livres non fournis dans les délais initialement indiqués dans le récépissé de commande, le titulaire informe le service émetteur du nouveau délai prévu. En fonction de ce délai, le service émetteur a la faculté d'annuler la ligne de commande concernée si ce délai ne permet pas de couvrir son besoin dans les temps. Dans ce cas, le service acheteur aura le droit de commander hors marché afin de pouvoir couvrir son besoin à temps.

Tout ordre d'annulation doit obligatoirement faire l'objet d'une confirmation écrite de la part du titulaire qui sera renvoyée au service émetteur de la demande. Le titulaire n'emporte pas de droit à indemnisation à la suite de demandes d'annulations dans les cas énoncés ci-dessus.

15. Délais

Pour les ouvrages disponibles en stock, il est attendu du titulaire de livrer ces ouvrages sous un délai de 7 jours ouvrés.

Pour les ouvrages indisponibles, le titulaire devra indiquer le délai connu, si existant, dans le récépissé de commande et le service émetteur se réservera le droit d'annuler ou non sa ligne de commande selon les dispositions prévues dans l'article 14 du présent CCP.

16. Livraison

Par dérogation à l'article 21.4 du CCAG-FCS, les frais supplémentaires de livraison engendrés par quelque difficulté sont à la charge du titulaire.

16.1 Normes

Le titulaire garantit que l'ensemble des éléments des fournitures livrées, les conditionnements et les palettes sont conformes aux normes européennes ou françaises homologuées.

16.2 Conditions de livraisons

Les livraisons sont effectuées sans condition de minimum de commande.

Les commandes sont exécutées dans les délais fixés par le titulaire dans son offre.

Les livraisons sont préparées et effectuées à l'adresse indiquée sur chaque bon de commande

Le titulaire est tenu d'assurer les livraisons sur l'ensemble des sites rattachés aux services acheteurs des académies de Créteil et de Versailles.

Au moment de la livraison, la personne chargée de réceptionner les fournitures ou toute autre personne habilitée n'est alors responsable que du comptage et de la vérification de l'état externe des colis, des conditions d'entrepôt des fournitures et en aucun cas de leur admission.

Les fournitures seront conditionnées et emballées de façon à supporter sans dommage les risques inhérents au transport, de conditions météorologiques, etc. Les fournitures commandées sont livrées aux frais et risques du titulaire.

Les articles commandés sont groupés en colis séparés pour chaque service émetteur de bons de commandes.

Pour chaque colis, le titulaire devra clairement mentionner les références de la commande ainsi que celles du service émetteur de la commande.

Le titulaire s'engage à contacter au préalable le contact transmis par le service émetteur afin de convenir d'une date et d'un créneau pour la livraison des colis.

A titre informatif, et sauf demande inverse des services émetteurs, les livraisons seront à effectuer hors périodes de vacances scolaires (zone C), les lundis, mardis, jeudis ou vendredis aux horaires de livraison suivants :

- 9.00 heures à 12.00 heures et 14.00 heures à 16.00 heures les lundis, mardis et jeudis ;
- 9.00 heures à 12.00 heures et 14.00 heures à 15.00 heures les vendredis.

16.3 Bons de livraisons

Les fournitures livrées par le titulaire sont accompagnées d'un bon de livraison comportant les mentions suivantes :

- la désignation du service émetteur ;
- la référence de la commande ;
- les références du marché (N° de marché) et du titulaire ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) ;
- l'identification du titulaire ;
- l'adresse de livraison et le nom du destinataire ;
- la date de livraison ;
- la désignation des documents livrés (avec ISBN ou autre référence par défaut), leur quantité, leur répartition par colis le cas échéant ;
- le nombre de colis ;
- le cas échéant, les articles restant à livrer ;
- l'adresse de facturation ;
- la date.

Le bon de livraison est signé par la personne chargée de réceptionner les fournitures ou toute autre personne habilitée.

Par dérogation à l'article 21.4 du CCAG-FCS, les frais supplémentaires de livraison engendrés par quelque difficulté sont à la charge du titulaire.

Le titulaire s'engage à remettre au représentant de la personne publique, qui assistera à la livraison, un exemplaire du bon de livraison correspondant.

A la demande du service émetteur, le titulaire doit être en mesure de transmettre une copie du bon de livraison ou d'expédition.

Il sera également souhaité du titulaire que le bon d'expédition soit envoyé par courrier électronique au service émetteur du bon de commande ou tout autre service qui aurait été désigné dans le bon de commande.

17. Prix et facturation

17.1 Forme du prix

Le présent marché est conclu sur la base de taux de remises accordés selon les catégories d'ouvrages indiquées au bordereau de remises.

L'unité monétaire utilisée est l'euro.

Les prix de règlement sont communiqués par le titulaire selon la demande de devis qui sera émise par le service émetteur. Ces prix sont établis par référence aux tarifs éditeurs affectés de la remise indiquée dans le bordereau de remises, exprimées en pourcentage.

Pour la détermination des taux de remise, le titulaire doit se conformer aux prescriptions de la loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au prix du livre.

Concernant le prix de règlement, il se décompose comme suit :

- le prix brut, ajustable en fonction de l'évolution à la hausse comme à la baisse des tarifs des éditeurs,
- le prix net, obtenu par application du taux de remise contractuel sur le prix brut,

- le prix TTC, obtenu en appliquant au prix net le taux de TVA en vigueur à la date de facturation.

Les publications éditées à l'étranger sont facturées au prix éditeur lorsque celui-ci existe. Si aucun prix éditeur n'existe, le prix facturé est le prix d'importation.

Le titulaire s'engage à fournir tout renseignement sur les prix pratiqués, notamment par le biais de bases de données informatiques, et s'engage à faire bénéficier la personne publique des prix proposés par les éditeurs dans le cadre d'offres promotionnelles.

Concernant les jeux éducatifs proposés par des éditeurs de livres, le taux de remise accordé sera libre et sera appliqué aux prix public HT de l'éditeur.

Les taux de remise consentis par le titulaire restent fermes durant toute la durée d'exécution du marché de 48 mois pour toutes les catégories d'ouvrages prévus à l'annexe financière ainsi que pour les jeux éducatifs.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations décrites dans les documents contractuels régissant le présent marché, ainsi que les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport jusqu'aux lieux de qu'ils soient en étage ou en sous-sol.

Les éventuels retours de marchandises décidés après les opérations de vérification prévues à l'article 20 du présent CCP restent à la charge du titulaire.

17.2 Modalités de révision des prix

Les prix sont établis par référence aux tarifs éditeurs et suivent l'évolution à la hausse comme à la baisse de ces tarifs éditeurs.

Les taux d'évolution des prix ne peuvent être supérieurs à ceux pratiqués par les éditeurs sur chaque article commandé.

Les remises consenties ne pourront faire l'objet d'une révision et seront fixes pour toute la durée du marché.

17.3 Facturation

La facturation devra s'effectuer obligatoirement via le portail Chorus Pro (portail de dématérialisation).

Pour accéder au portail : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Une facturation par académie doit être prévue par le titulaire.

La région académique d'Île-de-France se libère des sommes dues en exécution du présent marché, en faisant porter le montant dû au crédit du compte bancaire ouvert au nom du titulaire.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément le SRA et de fournir les documents afférents à ces modifications (extrait des annonces légales, nouveau K-Bis et RIB).

17.4 Modalités de règlement

Le règlement des prestations s'effectue après vérification du service fait, sur présentation d'une facture déposée sur Chorus Pro correspondant aux prestations exécutées. Cette facture au nom de l'académie concernée devra comporter :

- le numéro d'EJ ;
- le nom du personnel bénéficiaire.

L'admission (ou validation) des prestations donne lieu à son règlement dans les trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve des conditions suivantes :

- prestations reconnues conformes en tous points aux engagements ;
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

17.5 Clause de sauvegarde

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché lorsque la révision du prix conduit à une augmentation supérieure à cinq pour cent (5%) par an.

Le représentant du pouvoir adjudicateur a aussi la possibilité dans ce cas de négocier avec le titulaire afin de trouver un accord commun. En cas de désaccord, le représentant du pouvoir adjudicateur ou le titulaire sont en mesure de demander la résiliation du marché.

En cas de résiliation, celle-ci interviendra huit (8) mois à compter de la notification de la décision ou de la demande du titulaire sous réserve de l'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur.

18. Avance

18.1 Dispositions générales

L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à cinquante-mille euros (50 000 €) HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois, conformément à l'article R2191-3 du code de la commande publique.

Le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

Les modalités de calcul du montant de l'avance sont fixées aux articles R2191-6 à R2191-10 du code de la commande publique.

Les modalités de remboursement de l'avance sont fixées à l'article R2191-11 du code de la commande publique.

18.2 Les accords-cadres à bons de commande

Le montant de l'avance est fixé, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à cinquante-mille euros (50 000€ HT) et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à cinq pour cent (5%) du montant du bon de commande.

L'avance est versée dans le mois qui suit la notification du bon de commande de manière automatique sans que le titulaire du marché n'ait de démarches préalables à effectuer.

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint quatre-vingts pour cent (80 %) du montant TTC des prestations du marché.

Le remboursement s'effectuera sur chaque demande d'acompte par prélèvement sur les sommes dues au(x) titulaire(s).

19. Délais de paiement et intérêts moratoires

Le règlement sera effectué par virement administratif dans un délai de trente (30) jours, conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, au compte ouvert au nom du titulaire indiqué à l'acte d'engagement.

Le point de départ de ce délai est la date de réception de la facture. Le décompte du délai se fait à partir de la réception de la facture (avec preuve de dépôt). Le point de départ du délai est la date d'exécution des prestations ou de réception du produit lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la facture.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles R2192-12 à R2192-36 du code de la commande publique.

Si le délai de paiement de trente (30) jours susmentionnés n'est pas respecté, des intérêts moratoires sont dus de plein droit au titulaire. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage conformément à l'article R2192-31 du code de la commande publique

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40 €) euros conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites aux articles R2192-27 à R2192-30 du code de la commande publique.

Dispositions relatives à la co-traitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.
- En cas de groupement solidaire le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au représentant du pouvoir adjudicateur la demande de paiement. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membre du groupement. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon le CCAG-FCS.

20. Sous-traitance

Le titulaire peut confier l'exécution d'une partie des prestations du marché à un ou plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant :

- soit, lorsque la déclaration de la sous-traitance a lieu avant le début d'exécution des prestations, le titulaire transmet dans son offre une déclaration de sous-traitance ou le formulaire DC4 complété ;

- soit, en cours d'exécution du marché, le titulaire adresse au représentant du pouvoir adjudicateur une déclaration de sous-traitance ou le formulaire DC4 complété, par tout moyen permettant d'accuser sa bonne réception.

Quel que soit le moment de la déclaration de sous-traitance, celle-ci doit contenir l'ensemble des renseignements figurant à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, à savoir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ;
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations est constitué par la fourniture :

- de la déclaration de sous-traitance complétée ([formulaire DC4](https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat))
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
- Ou [ATTRI 2](#)
- du numéro SIREN et d'un RIB de l'entreprise.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par le titulaire et par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues par l'article 3.6. « Sous-traitance » du CCAG-FCS.

21. Opérations de vérifications

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions de l'article 27.1 sans qu'il soit dérogé aux articles 27.2 et 27.3 lorsqu'ils sont applicables et 28.1 du CCAG-FCS.

22. Admission

Il est fait application des dispositions de l'article 30 du CCAG-FCS.

23. Documents à fournir pendant le marché

Concernant les assurances, il appartient au titulaire de contracter toute police d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Il doit produire, à toute demande du représentant du pouvoir adjudicateur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Le titulaire produit à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur à compter de la date de signature du marché par le représentant du pouvoir adjudicateur et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-4 du Code du travail. En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues au CCAG-FCS.

24. Cession du marché

Le présent marché ne peut, en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sans autorisation écrite et préalable du représentant du pouvoir adjudicateur.

25. Marchés de prestations similaires

En application des dispositions des articles L.2122-1 et R.2122-7 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de conclure un ou plusieurs marchés négociés sans publicité et sans mise en concurrence préalables (dont la durée ne peut excéder trois ans à compter de la notification du présent marché), en vue de réaliser des prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire.

26. Clause de réexamen

En application des dispositions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de réexaminer les prestations du présent marché au cours de son exécution.

Des prestations pourront être ajoutées ou supprimées à l'initiative exclusive de la région académique d'Île-de-France, notamment en cas d'événements ou de nouveaux besoins imprévus ou encore lorsqu'une académie, un service ou une direction de la région académique d'Île-de-France n'étant pas partie au marché souhaite s'y ajouter.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, avec l'accord du titulaire, de modifier le contrat pour en prolonger la durée d'exécution.

Ces modifications sont entérinées par la conclusion d'un avenant.

27. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

La suspension des prestations se déroule conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-FCS.

28. Garanties

Il est fait application de l'article 33 du CCAG-FCS.

29. Résiliation

29.1 Résiliation pour motifs d'intérêt général

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motifs d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation calculée en application des dispositions de l'article 42 du CCAG-FCS.

29.2 Résiliation pour faute

En application de l'article 41 du CCAG-FCS et par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS en cas de résiliation pour faute, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans mise en demeure, aux frais et risques du titulaire sans indemnité.

En outre, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché pour faute, sans indemnité ni préavis en cas de non-respect répété des délais ou conditions d'exécution du contrat sans motif valable à l'appréciation de la région académique d'Île-de-France, notamment :

- en cas d'inexactitude des renseignements et documents mentionnés aux articles R2143-3 à R2143-5 du code de la commande publique, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques ;
- en cas de refus ou d'impossibilité du titulaire de se soumettre à l'injonction de maintenir un niveau égal ou supérieur de compétence en cas de changement de son personnel.

La résiliation pour faute se fait toujours aux frais et risques du titulaire.

29.3 Résiliation pour événements liés au marché

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour événements liés au marché aucune indemnité ne sera versée au titulaire, ni le paiement d'aucune dépense engagée par ce dernier en vue de l'exécution des prestations qui n'auraient pas été fournies.

29.4 Résiliation de plein droit

La résiliation est de plein droit lorsque le titulaire du contrat se trouve dans l'impossibilité absolue d'en poursuivre l'exécution.

La résiliation de plein droit couvre deux situations :

- La force majeure
- La disparition du titulaire du contrat (décès, faillite ou incapacité civile)

En cas de circonstances de force majeure qui se poursuivraient pendant une durée supérieure à un mois calendaire, les parties peuvent convenir d'engager des discussions en vue de modifier les termes de leurs engagements respectifs ou de trouver des solutions alternatives.

Dans le cas où le représentant du pouvoir adjudicateur décide de résilier le marché, il se réserve la possibilité de résilier tout ou partie des bons de commande préalablement émis.

La résiliation en cas de disparition du titulaire du contrat s'exécute conformément à l'article 39 du CCAG-FCS relatif à la résiliation pour événements extérieurs au marché.

30. Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques du titulaire s'effectue dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG-FCS.

31. Différends et litiges

Règlement à l'amiable

En cas de litiges, les parties peuvent recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du code civil et selon la procédure de règlement définie à l'article 46 du CCAG-FCS. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

Toutefois, en application des articles L.2197-1, L.2197-3, R. 2197-1 et suivants, ainsi que des articles R. 2197-23 et suivants du code de la commande publique, tout litige qui s'élèverait à l'occasion de l'exécution du présent marché et en cas de désaccord après tentative de négociation, le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics compétent pourra être saisi par l'une des parties.

En conséquence, la procédure de règlement amiable constitue un préalable obligatoire à l'introduction d'une action en justice entre les parties. Toute action introduite en justice en violation de la présente clause serait déclarée irrecevable.

Règlement juridictionnel

Dans le cas de l'échec des tentatives de règlement amiable, tout litige relatif à la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou la cessation du présent marché sera soumis au tribunal administratif de Paris.

La mention des voies et délais de recours pour l'ensemble de la procédure est précisée dans le règlement de consultation.

32. Dérogations aux documents généraux

| Articles du présent CCP | Articles du CCAG-FCS auxquels ils dérogent |
|-------------------------|--|
| Article 7 | Article 4.1 |
| Article 13 | Articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 |
| Article 13.2 | Article 14.1 |
| Article 14 | Article 3.7.2 |
| Article 16 | Article 21.4 |
| Article 16.3 | Article 21.4 |
| Article 29.2 | Article 41.2 |
| Article 29.3 | Article 40 |